



Union Départementale CGT Isère

32 avenue de l'Europe 38030 Grenoble Cedex 02

Secrétariat : 04 76 09 65 54



HERCULE ET CLAMADIEU, ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE DU SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE

Alors que le pays est en proie à une crise sanitaire, économique et sociale sans précédent, le gouvernement continue de servir la soupe au MEDEF afin de garantir aux actionnaires de ce pays et aux grandes multinationales des dividendes inégaux.

Tandis que la courbe du nombre de demandeurs d'emploi augmente concomitamment au nombre de décès liés à la contraction du virus Sars-Cov-2, que les inégalités explosent avec plus d'un million de personnes qui ont basculé dans la pauvreté, **les 10% de Français les plus riches ont vu leur fortune augmenter de 25 milliards d'euros.**

Loin des discours de mars dernier où le Président de la République réclamait la sortie de la santé du secteur marchand, l'exécutif continue l'accompagnement du détricotage des conquies d'après-guerre en laissant la direction d'EDF et ENGIE organiser la casse pure et simple du service public de l'électricité et du gaz, et par conséquent les restructurations et destructions d'emplois qui vont de pair.

La CGT Isère est fermement opposée à la vente à la découpe du secteur de l'énergie.

Face à un plan de relance consistant uniquement à faire ruisseler des milliards dans les poches des plus riches, nous exigeons un plan en rupture complet avec les logiques libérales. Un plan de rupture répondant à une stratégie industrielle nationale incluant les enjeux d'une filière déjà bien mise à mal dans nos territoires (Photowatt, GE Hydro, Schneider, Ferropem...) et prenant en compte les besoins sociaux et environnementaux.

Parce que nous refusons les augmentations sans fin du gaz et de l'électricité, **la CGT Isère salue les initiatives prises pour stopper ces projets néfastes et porter l'exigence de la création d'un véritable service public de l'énergie**, dont le rassemblement régional prévu ce **jeudi 18 février à 9h30 devant l'Hôtel de Région** avec l'ensemble de la filière et à l'appel des fédérations de la Métallurgie, des Mines-Energies et du Comité Régional CGT Auvergne Rhône-Alpes.

Grenoble, le 15 février 2021